La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2009 : déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars

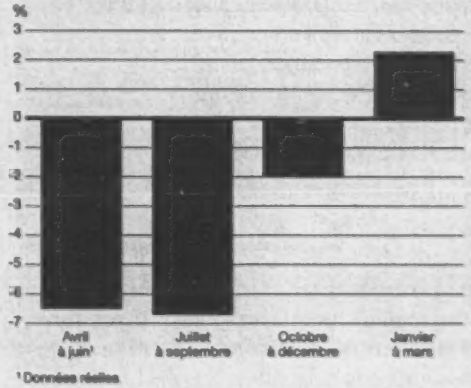
Un déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars a été enregistré en septembre 2009, comparativement au déficit de 0,6 milliard affiché en septembre 2008. Le déficit de septembre 2009 traduit l'impact du ralentissement de l'économie sur les finances publiques et celui des mesures contenues dans le Plan d'action économique du Canada. Les revenus ont baissé de 3,6 milliards par rapport à septembre 2008, à cause du recul des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, de la taxe sur les produits et services (TPS) et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,1 milliard comparativement à septembre 2008, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse marquée des prestations d'assurance-emploi et à l'augmentation des transferts à d'autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard par rapport à septembre 2008 en raison de taux d'intérêt effectifs moyens plus bas.

D'avril à septembre 2009 : déficit budgétaire de 28,6 milliards de dollars

Les six premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 28,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,5 milliard pour la même période de l'exercice précédent. Une tranche de plus de 11 milliards du déficit de 28,6 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, comme les baisses d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien au secteur de l'automobile. Les revenus ont chuté de 14,2 milliards (12,3 %) en raison de la baisse de la plupart des sources de revenus, particulièrement les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que la TPS. La baisse des revenus pour la période se terminant en septembre correspond en gros à l'évolution trimestrielle projetée de la croissance économique, selon laquelle le produit intérieur brut (PIB) nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale, serait faible pendant les six premiers mois de l'exercice pour ensuite progresser entre octobre et décembre. L'impact du profil de l'économie sur la croissance des revenus montre la sensibilité des projections de revenus pour 2009-2010 à la reprise économique.

Les charges de programmes ont augmenté de 16,3 milliards de dollars (16,5 %), ce qui est surtout attribuable à la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts à d'autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont reculé de 1,4 milliard d'une année sur l'autre en raison de taux d'intérêt plus faibles.

Hausse projetée du PIB nominal en 2009-2010
(d'une année sur l'autre)



¹ Données réelles

Sources : Statistique Canada; enquête d'août 2009 du ministère des Finances auprès de prévisionnistes du secteur privé

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Septembre 2009

Un déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars a été enregistré en septembre 2009, comparativement au déficit de 0,6 milliard affiché en septembre 2008.

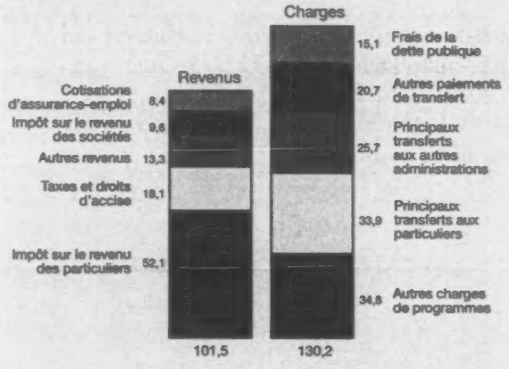
Les revenus ont fléchi de 3,6 milliards de dollars (19,4 %) pour s'établir à 15,2 milliards en septembre 2009.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,5 milliard de dollars (16,2 %) sous l'effet du recul de l'emploi, de l'impact des réductions d'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans le Plan d'action économique du Canada et de la baisse des acomptes trimestriels.
- Le produit de l'impôt sur le revenu des sociétés a chuté de 1,2 milliard de dollars (58,9 %) en raison d'une hausse des remboursements aux entreprises et d'une diminution des rentrées.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (31,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,3 milliard de dollars (8,4 %) de moins à cause de la baisse des revenus de TPS, qui ont reculé de 0,3 milliard (10,8 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 7 millions, les droits de douane à l'importation ont reculé de 29 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 18 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 17 millions de dollars. Le taux de cotisation est resté stable en 2009 et demeurera en 2010 à son niveau de 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,5 milliard de dollars (22,0 %) en raison, pour une bonne part, de la baisse des rentrées dans les comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique par suite de la diminution du prix du pétrole. Ces rentrées, qui sont transférées à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, n'ont aucun effet net sur le solde budgétaire.

En septembre 2009, les charges de programmes se sont chiffrées à 17,9 milliards de dollars, en hausse de 1,1 milliard (6,3 %) par rapport à septembre 2008, avant tout à cause de l'accroissement des paiements de prestations d'assurance-emploi et des transferts à d'autres administrations.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (8,4 %) en septembre 2009 par rapport au même mois de l'exercice précédent.

Revenus et charges
(avril à septembre 2009)
G$



- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,6 milliard de dollars (11,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (5,2 %). Les prestations d'assurance-emploi ont bondi de 0,4 milliard (31,3 %) en raison de la hausse marquée des prestations régulières attribuable à l'augmentation du chômage et aux mesures de bonification de ces prestations annoncées dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles ont crû de 51 millions de dollars.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (7,6 %). Un ajustement a été effectué en septembre 2009 afin de reclasser certains paiements de transfert parmi les principaux transferts à d'autres administrations, conformément à la présentation des données qui sera employée dans les *Comptes publics du Canada* de 2009-2010. Ce reclassement n'a aucun effet sur le montant total des transferts à d'autres administrations comptabilisés au cours du mois.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,8 %) en raison de la hausse des fonds consacrés à l'infrastructure, que compense en grande partie la baisse des paiements au titre de l'aide au secteur agricole et des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont crû de 0,1 milliard de dollars (2,4 %) par rapport à la même période l'an dernier.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars comparativement à septembre 2008 en raison de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à septembre 2009

Les six premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 28,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,5 milliard pendant la même période de 2008-2009. Une tranche de plus de 11 milliards du déficit de 28,6 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, comme les baisses d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les revenus ont diminué de 14,2 milliards de dollars (12,3 %) pour s'établir à 101,5 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 4,2 milliards de dollars (7,5 %) en raison du recul de l'emploi et de l'incidence des réductions d'impôt accordées. Ces réductions comprennent une hausse du montant personnel de base et des seuils des fourchettes d'imposition du revenu des particuliers, de même que le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers devraient rester à un faible niveau jusqu'à la fin de 2009 pour ensuite commencer à croître d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2010, sous l'effet de la hausse projetée des salaires et de l'échéance du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire à la fin de janvier 2010.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 6,3 milliards de dollars (39,5 %), par suite de l'augmentation d'environ 50 % des remboursements de l'impôt payé au cours d'années antérieures et du recul de quelque 12 % des rentrées.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (12,7 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,8 milliards de dollars (13,4 %) de moins, principalement à cause de la baisse de 2,5 milliards (17,9 %) des revenus de TPS. Ces revenus devraient augmenter au cours de l'exercice à mesure que se dissipera l'effet de facteurs liés au calendrier qui les avaient fait diminuer au début de l'exercice, ainsi que sous l'effet de la relance projetée, pendant le reste de l'exercice, de la consommation visant des articles assujettis à la TPS. Les taxes sur l'énergie ont reculé de 31 millions, les droits de douane à l'importation, de 0,2 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 0,1 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 %. Le taux des cotisations est resté stable en 2009 et demeurera en 2010 à son niveau de 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont baissé de 0,6 milliard de dollars (5,5 %).

Pour la période d'avril à septembre 2009, les charges de programmes se sont élevées à 115,1 milliards de dollars, en hausse de 16,3 milliards (16,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent, principalement à cause de la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts à d'autres administrations ainsi que du soutien accordé au secteur de l'automobile.

D'avril à septembre 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 15,4 milliards de dollars (23,8 %) par rapport à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont crû de 4,6 milliards de dollars (15,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard (5,5 %), ce qui reflète l'augmentation du nombre de personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont fait un bond de 3,5 milliards (50,1 %), en raison de la hausse du chômage et de la bonification des prestations mise en œuvre dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Les prestations pour enfants ont progressé de 0,1 milliard de dollars.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (9,4 %) sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation, ainsi que du doublement, déjà annoncé, du transfert de la taxe sur l'essence aux provinces et aux municipalités à compter du 1er avril 2009.

- Les autres paiements de transfert sont en hausse de 8,7 milliards de dollars, surtout en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile et de la hausse des fonds consacrés à l'infrastructure, que compense en partie la baisse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont crû de 0,9 milliard de dollars (2,6 %) par rapport à l'an dernier, principalement à cause de la hausse des dépenses de fonctionnement de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars (8,5 %), l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur cette dette.

Besoins financiers de 55,7 milliards de dollars d'avril à septembre 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 28,6 milliards de dollars et des besoins de 27,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 55,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 15,9 milliards pour la même période en 2008-2009. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la détérioration du solde budgétaire.

Activités nettes de financement en hausse de 30,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 55,7 milliards de dollars en augmentant de 30,7 milliards la dette contractée sur les marchés et en réduisant ses soldes de trésorerie de 25,0 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin de septembre 2009, les soldes de trésorerie s'élevaient à 20,1 milliards, soit 12,3 milliards de plus qu'à la fin de septembre 2008.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	18 826	15 181	115 795	101 547
Charges				
Charges de programmes	-16 830	-17 892	-98 809	-115 129
Frais de la dette publique	-2 546	-2 248	-16 451	-15 060
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-550	-4 959	535	-28 642
Opérations non budgétaires	4 229	-5 204	-16 476	-27 034
Ressources ou besoins financiers	3 679	-10 163	-15 941	-55 676
Variation nette dans les activités de financement	-5 136	5 697	12 464	30 712
Variation nette dans l'encaisse	-1 457	-4 466	-3 477	-24 964
Encaisse à la fin de la période			7 765	20 068

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Septembre			Avril à septembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 567	8 019	-16,2	56 357	52 130	-7,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 062	848	-58,9	15 831	9 581	-39,5
Impôt sur le revenu des non-résidents	384	262	-31,8	2 669	2 330	-12,7
Total des impôts sur le revenu	12 013	9 129	-24,0	74 857	64 041	-14,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 524	2 252	-10,8	13 771	11 311	-17,9
Taxes sur l'énergie	458	465	1,5	2 533	2 502	-1,2
Droits de douane à l'importation	348	319	-8,3	2 070	1 831	-11,5
Autres taxes et droits d'accise	366	348	-4,9	2 578	2 495	-3,2
Total des taxes et droits d'accise	3 696	3 384	-8,4	20 952	18 139	-13,4
Total des revenus fiscaux	15 709	12 513	-20,3	95 809	82,180	-14,2
Cotisations d'assurance-emploi	995	1,012	1,7	8 393	8,408	0,2
Autres revenus	2 122	1 656	-22,0	11 593	10,959	-5,5
Total des revenus	18 826	15 181	-19,4	115 795	101,547	-12,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Septembre			Avril à septembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 750	2 894	5,2	16 275	17 178	5,5
Prestations d'assurance-emploi	1 217	1 598	31,3	7 052	10 582	50,1
Prestations pour enfants	974	1 025	5,2	6 017	6 152	2,2
Total	4 941	5 517	11,7	29 344	33 912	15,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 886	2 165	14,8	11 315	12 363	9,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	880	830	-5,7	5 279	5 430	2,9
Total	2 766	2 995	8,3	16 594	17 793	7,2
Transferts fiscaux	1 236	1 272	2,9	7 859	8 351	6,3
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	481	957	99,0
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-254	-235	-7,5	-1 420	-1 378	-3,0
Total	3 748	4 032	7,6	23 514	25 723	9,4
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	276	65	-76,4	688	628	-8,7
Affaires étrangères et Commerce international	198	170	-14,1	1 334	1 390	4,2
Santé	242	241	-0,4	1 123	1 290	14,9
Ressources humaines et Développement social	161	244	51,6	1 085	1 484	36,8
Affaires indiennes et du Nord canadien	450	403	-10,4	2 456	2 553	3,9
Industrie	143	171	19,6	951	1 060	11,5
Autres	784	1 022	30,4	4 438	12 333	177,9
Total	2 254	2 316	2,8	12 075	20 738	71,7
Total des paiements de transfert	10 943	11 865	8,4	64 933	80 373	23,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	611	743	21,6	3 897	4 109	5,4
Défense	1 643	1 719	4,6	8 922	9 392	5,3
Tous les autres ministères et organismes	3 633	3 565	-1,9	21 057	21 255	0,9
Total des autres charges de programmes	5 887	6 027	2,4	33 876	34 756	2,6
Total des charges de programmes	16 830	17 892	6,3	98 809	115 129	16,5
Frais de la dette publique	2 546	2 248	-11,7	16 451	15 060	-8,5
Total des charges	19 376	20 140	3,9	115 260	130 189	13,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Septembre		Avril à septembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-550	-4 959	535	-28 642
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-511	-477	-1 443	-1 243
Autres activités d'investissement	-1 459	-3 344	-13 993	-16 752
Régimes de retraite et autres passifs	396	278	2 465	3 640
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	5 937	790	-3 249	-15 740
Opération de change	-408	-2 763	-1 937	1 409
Amortissement des immobilisations corporelles	274	312	1 681	1 652
Total des autres activités	5 803	-1 661	-3 505	-12 679
Total des opérations non budgétaires	4 229	-5 204	-16 476	-27 034
Ressources ou besoins financiers	3 679	-10 163	-15 941	-55 676

Nota – les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Septembre		Avril à septembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	3 679	-10 163	-15 941	-55 676
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Oprérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 422	1 793	-2 143	37 071
Bons du Trésor	2 700	2 300	16 300	700
Obligations d'épargne du Canada	11	-17	-115	-60
Autres	0	0	-492	-67
Total	-4 711	4 076	13 550	37 644
Emprunts en devises	149	2 220	-1 023	-2 112
Total	-4 562	6 296	12 527	35 532
Réévaluation de swaps de devises	-602	-492	-354	-4 471
Escomptes non amortis des émissions obligataires	38	-96	374	-263
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-10	-11	-83	-86
Variation nette dans les activités de financement	-5 136	5 697	12 464	30 712
Variation dans l'encaisse	-1 457	-4 466	-3 477	-24 964

Nota – les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2009	30 septembre 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	113 999	92 442	-21 557
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 186	332 257	37 071
Bons du Trésor	192 275	192 975	700
Obligations d'épargne du Canada	12 532	12 472	-60
Autres	523	456	-67
Total partiel	500 516	538 160	37 644
Payable en devises	10 381	8 269	-2 112
Compte de réévaluation de swaps de devises	3 690	-781	-4 471
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-4 751	-5 014	-263
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 184	4 098	-86
Total de la dette non échue	514 020	544 732	30 712
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	139 909	141 805	1 896
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	50 311	52 050	1 739
Autres passifs	5 923	5 928	5
Total des régimes de retraite et autres passifs	196 143	199 783	3 640
Total de la dette portant intérêt	710 163	744 515	34 352
Total du passif	824 162	836 957	12 795
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	122 147	91 366	-30 781
Comptes d'opérations de change	51 709	50 300	-1 409
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	125 093	141 845	16 752
Total des actifs financiers	298 949	283 511	-15 438
Dette nette	525 213	553 446	28 233
Actifs non financiers	61 503	61 094	-409
Dette fédérale (déficit accumulé)	463 710	492 352	28 642

Nota –Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Novembre 2009